

PRÉFET DE LA DORDOGNE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Aquitaine

Périgueux, le 23 JUL. 2015

Mission Connaissance et Évaluation

Dossier : KPP-2015-023

n° PREF/DREAL / 2015 - 00056

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

Le Préfet de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L122-4 à L122-12 et R122-17 à R122-24 ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale reçue le 15 juin 2015, relative à la révision des Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRi) des 11 communes de l'agglomération périgourdine, à savoir Bassillac, Trélissac, Boulazac, Périgueux, Coulounieix-Chamiers, Chancelade, Marsac-sur-L'Isle, Annesse-et-Beaulieu, Razac-sur-L'Isle, Montrem et Saint-Astier ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de la santé en date du 10 juillet 2015 ;

**Considérant** la nature des Plans de Prévention objet de la demande d'examen, qui visent à :

- d'une part, localiser, caractériser et prévoir les effets du risque inondation dans le souci notamment d'informer et de sensibiliser le public,
- d'autre part, définir les mesures de prévention, de réglementation de l'occupation et de l'utilisation des sols pour tenir compte du risque inondation ;

**Considérant** que compte tenu de la nature du plan, même si celui-ci s'applique sur un territoire présentant des enjeux environnementaux portant sur le milieu naturel, le milieu physique, le milieu humain et le paysage, la mise en œuvre de celui-ci, qui vise à réduire le risque pour les personnes et les biens, n'est pas susceptible d'avoir d'incidence négative notable sur l'environnement ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La révision des Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRi) des 11 communes de l'agglomération périgourdine, à savoir Bassillac, Trélissac, Boulazac, Périgueux, Coulounieix-Chamiers, Chancelade, Marsac-sur-L'Isle, Annesse-et-Beaulieu, Razac-sur-L'Isle, Montrem et Saint-Astier **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Horaires d'ouverture : 08h30-12h30 / 13h30-17h00  
Tél. : 33 (0) 5 56 24 88 22 – fax : 33 (0) 5 56 24 47 24  
Cité administrative – BP 55 - rue Jules Ferry  
33090 Bordeaux cedex

## Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, devra être jointe au dossier soumis à enquête publique ou mise à disposition du public.

## Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de la Dordogne et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Le Préfet,  
  
Christophe BAY

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**1- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**  
à adresser à Monsieur le Préfet de département  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**2- décision dispensant le projet d'évaluation environnementale**

**Recours gracieux :**  
à adresser à Monsieur le Préfet de département.  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**  
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**  
à adresser au Tribunal administratif dans le ressort duquel se situe la Préfecture ayant pris la présente décision.

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).